

Avis

Avis

Loi sur la qualité de l'environnement
(chapitre Q-2)

Projet Oléoduc Énergie Est par Oléoduc Énergie Est ltée

Avis est donné, en vertu des dispositions de l'article 6.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2), que j'ai donné mandat le 8 juin 2015 au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), situé au 575, rue Saint-Amable à Québec, de procéder à une enquête et une audience publique sur la partie québécoise du projet Oléoduc Énergie Est.

Cette démarche a pour but de mener une enquête et une audience publique sur l'ensemble de la portion québécoise du projet incluant une évaluation des émissions de gaz à effet de serre et de consulter les communautés locales afin d'assurer l'acceptabilité sociale du projet. Elle vise également à s'assurer que l'entreprise respecte les plus hauts standards techniques pour assurer la sécurité des citoyens et la protection de l'environnement et que celle-ci garantisse un plan d'intervention et de mesures d'urgence selon les standards les plus élevés et puisse assumer son entière responsabilité en cas de déversement terrestre et maritime incluant un fonds d'indemnisation et une garantie financière prouvant sa capacité à agir en cas d'accident.

Ce mandat portera notamment sur la traversée de tous les cours d'eau concernés, incluant le fleuve Saint-Laurent et la rivière des Outaouais, les impacts des travaux sur les milieux sensibles (milieux humides, espèces menacées, vulnérables ou susceptibles, écosystèmes d'intérêt, etc.), le bilan québécois des émissions de gaz à effet de serre, les risques d'accidents technologiques majeurs (pour la santé et la sécurité des personnes, les prises d'eau importantes, l'environnement, etc.), le plan de mesures d'urgence à mettre en place et sa coordination avec ceux des municipalités.

Cette démarche permettra d'informer la population sur les enjeux, de la consulter et d'éclairer le gouvernement dans sa réflexion quant à la position à adopter lors de son intervention dans le cadre de l'évaluation du projet menée par l'Office national de l'Énergie (ONÉ).

Le mandat débutera dès que la partie québécoise du projet d'Oléoduc Énergie Est ltée sera confirmée ou dès que l'ONÉ aura redémarré son processus d'évaluation et le rapport de cette démarche me sera remis au plus tard 60 jours avant le début des plaidoiries à l'ONÉ.

Préparé à Québec, ce 4 mars 2016

*Le ministre du Développement durable,
de l'Environnement et de la Lutte contre
les changements climatiques,*
DAVID HEURTEL

64563